

# 7 Jours *Filpac* CGT

n°21 – 28 janvier 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade – Rédaction : Jean Gersin ([gersin@filpac-cgt.fr](mailto:gersin@filpac-cgt.fr))

Filpac CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex - Tél. : 01 55 82 85 74 – Fax : 01 55 82 85 67 - [filpac@filpac-cgt.fr](mailto:filpac@filpac-cgt.fr) [www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

## Nous ne pèserons que par nos luttes ? Oui, si nous passons du dire au faire !

Nous ne sommes pas en mesure, comme François Gabart, de prendre la tangente océanique pour fuir la réalité sociale terrestre. Il faut nous la coltiner et vaincre la peur des tempêtes de licenciements et des vagues scélérates de l'austérité. Si loin des 40es rugissants.

Nous ne sommes pas Florence Cassez puisque nous, salariés, sommes déclarés coupables et condamnés sans appel parce qu'au terme de la grande loi du Capital, nous coûtions trop cher à ses profits. Tout devrait disparaître dans les soldes sociaux de l'année 2013, le droit à l'emploi comme le code du Travail et, très bientôt, la retraite complémentaire.

« *En France le chômage explose* », annoncent en chœur gourmand les médias. Qui pose les bombes ? Qui orchestre ce terrorisme social qui fait du chômage la cause de la Grand-Peur qui s'empare du salariat ?

GoodYear, tels sont les vœux du patronat, qui, après Peugeot, Renault, ArcelorMittal, Presstalis et tant d'autres, vient d'annoncer qu'il dynamite l'usine de pneus d'Amiens. 1 300, par ci, 8 000 par là à Nissan Renault, ce sont les « dommages collatéraux » des frappes aériennes du capitalisme qui cogne en rafales, obsédé par la sauvegarde de ses profits. C'est ça qui nous pourrit la vie. Pour combien de temps ?

Ce même patronat, contrairement à la CFDT qui en fait un titre de gloire, se fiche de la transposition en loi du texte cosigné par les trois syndicats de complaisance. Ce serait en mars, mais d'ici là Georges Ghosn à Renault, JC Decaux et tant d'autres pratiquent déjà, sans attendre le Parlement, le chantage emploi contre salaire. Pour de toute façon licencier.

Il se murmure qu'un gouvernement de gauche serait parvenu il y a 6 mois au pouvoir. Le traité européen est érigé en politique nationale, le Mali continue la Lybie, l'évasion fiscale s'envole, la spéculation gambade et les dividendes des actionnaires des grandes entreprises coulent à flot. Qui prospère ? Le chômage, Bernard Arnault, Bouygues et Bolloré (à eux deux la Françafrique), Hersant, Lagardère, Dassault...

L'ordre règne. Les exigences du capital l'emportent sur une démocratie molle, convoquée au guichet des acteurs de complément. Le spectacle continue...



## Alors ? Ils ne nous laissent pas le choix : il nous faut peser par nos luttes !

### **Filière papetière :**

De Linselles en Stracel, de SCA en Schweitzer Mauduit ou UPM Kyméné, que les entreprises de la filière papetière soient rentables ou non, le patronat aligné sur les normes de mondialisation a inventé le mouvement perpétuel des fermetures, des fusions et des réorganisations. Les emplois sont comprimés, les salaires sont écrasés.

**Nous n'avons plus le choix d'hésiter entre le local et le national : un vaste mouvement de solidarité et de revendications partagées doit préparer une action nationale.**

### **Dans quel but ? Aller chercher une loi M Real !**

- Que les parlementaires donnent aux comités d'entreprise le droit de suspendre les licenciements et la cession de l'entreprise, dès que ces pratiques la mettent en péril.
- Que l'entreprise menacée de cession ou de fermeture ne soit pas livrée au secret délibératoire du tribunal de commerce, mais rejoigne le patrimoine industriel national dans sa filière industrielle.

- Une nationalisation ? Bien plus que le changement de nature juridique de l'entreprise, nous revendiquons une loi M Real qui donne à l'Etat les moyens de prendre des décisions et des initiatives industrielles pour le développement de la filière industrielle.
- Si la direction de l'entreprise ne veut plus du camion, qu'elle laisse la clé de contact, le camion et son contenu, sans oublier de rembourser les aides publiques dont elle a bénéficié.
- Une telle loi arrêtera cette hémorragie qui consiste à ce que nous payons 3 fois :  
Une fois pour la fermeture et les licenciements ;  
Une autre pour les dégâts dans la ville et la région ;  
Une 3<sup>e</sup> par la prise en charge sociale de l'abandon patronal (indemnités, déficit de cotisations sociales et fiscales, etc.)

### Information et Presse :

Alors que continue l'entreprise de destruction de l'aide principale à la presse, Presstalis, par l'accord tripartite gouvernement-éditeurs-direction des messageries de presse, le gouvernement met en place un groupe de travail fermé (vendredi 25 janvier). Il s'agirait de... « remettre à plat les aides à la presse » d'ici à fin avril. Ce groupe reprend les acteurs des états généraux-Sarkozy. Il agit dans le cadre du décret d'avril 2012, lequel transforme les fonds publics en récompenses d'un management libéral des sociétés d'information.



Que devient le rapport du député Françaix, comment sont pris en considération les salariés de l'information, leur expertise professionnelle et leurs organisations syndicales ? Encore un groupe d'experts en dégâts sociaux et de super médiateurs de la soumission ? **Ce n'est pas acceptable ! Comment croire que ce groupe soit animé d'intentions progressistes, alors que la toile de fond de ses travaux serait la destruction de Presstalis ?**

Dans les groupes de presse, les réorganisations vont bon train, avec l'objectif immédiat de numériser les tâches de fabrication des informations politiques et générales imprimées, et d'investir dans l'aventure numérique. Tapie ridiculise par sa sulfureuse présence une presse écrite, vouée selon le gouvernement aux banques et à ses acteurs, tel Rossel.

Là non plus, ils ne laissent pas le choix : passer à la moulinette locale ou construire un nouveau 4 juillet. **Il s'agit bien d'un appel à une remise à plat générale, avec tous les acteurs de l'information.**

- **La Filpac CGT n'accepte pas la destruction de Presstalis et de ses emplois** au prétexte que Hachette Lagardère se retire, qu'il n'y aurait plus d'opérateur possible de la distribution, et que de ce fait elle devrait sombrer dans la concurrence mortelle pour de nombreux titres.
- **La cause de l'information vaut bien un débat public.** Mettre l'information en conformité avec les directives libérales de l'Union européenne ou la replacer dans la perspective de sa fonction démocratique définie par la démocratie, tel est le choix. Pour quoi un tel débat ?

**Pour une loi fondamentale sur l'information, qui lui assure une existence indépendante des industriels, des financiers et des ingérences des différents gouvernements.**

- **Un cadre national de négociations sur la distribution, l'impression et les sièges éditoriaux doit être ouvert.** Les mêmes solutions, qualifiées de locales, sont appliquées en ce moment dans tous les groupes et titres. Elles enserrant dans un étau la négociation, qui ne devrait porter que sur la réduction des effectifs, la destruction des cadres sociaux, les dégâts des stratégies patronales hasardeuses.
- **Forcer le blocus de la négociation !** Le constat s'impose : la négociation est évacuée par les syndicats patronaux actuels, par les groupes constitués ou en voie de création. Le fait syndical est nié, réduit à l'approbation des exigences patronales.

**Voilà pourquoi nous pèserons par nos luttes nationales pour imposer le respect des salariés de l'information, leurs intérêts et leurs revendications.**

**C'est un mouvement national qu'il s'agit de construire.**

**C'est de cette manière que la Filpac CGT se propose d'apporter sa contribution à la lutte contre la politique d'austérité. C'est ce syndicalisme-là, tourné vers la transformation sociale, que la Filpac CGT préconise et veut pratiquer. C'est par là que nous pèserons par nos luttes. Voilà un fier slogan que doit se conjuguer au présent !**